
Pierre-Claude-François Daunou en sa chaire (1819-1830)

Le temps, la morale et l'histoire

David Schreiber



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elh/845>

DOI : 10.4000/elh.845

ISSN : 2492-7457

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 21 mai 2010

Pagination : 27-39

ISBN : 978-2-35698-002-1

ISSN : 1967-7499

Référence électronique

David Schreiber, « Pierre-Claude-François Daunou en sa chaire (1819-1830) », *Écrire l'histoire* [En ligne], 5 | 2010, mis en ligne le 21 mai 2013, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/elh/845> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elh.845>

Pierre-Claude-François Daunou en sa chaire (1819-1830)

Le temps, la morale et l'histoire

LE 6 DÉCEMBRE 1905, Gabriel Monod inaugurait au Collège de France un cours complémentaire intitulé « Histoire générale et méthode historique », créé pour une durée de cinq ans grâce à une généreuse donation de la marquise Arconati-Visconti. Par-delà l'intitulé, il est frappant de noter que, dans l'esprit de la marquise, ce cours visait à rétablir un enseignement qui avait fortement marqué son père au siècle précédent : celui qu'avaient professé Daunou et Michelet, entre 1820 et 1830 pour le premier, entre 1838 et 1852 pour le second. Dans la lettre qu'elle adresse à l'administrateur du Collège, elle mentionne ce qui pourrait être le contenu de ce cours :

On y étudierait [...], d'une part, les règles scientifiques de méthode et de critique qui président à l'investigation historique ; de l'autre, les grandes forces et les grandes idées qui contribuent à l'évolution historique elle-même.¹

Gabriel Monod, dans son discours d'inauguration, rappelle avec justesse le titre exact de la chaire occupée par Daunou et Michelet, une chaire d'« Histoire et morale » ; la longue rétrospective qu'il en propose laisse pourtant entendre qu'il s'agit bien du même cours.

Enseigner le programme proposé par la marquise, « c'était ce que faisait Daunou quand, après avoir exposé les principes de la critique, il essayait d'établir ce qu'il appelait “les usages de l'histoire”, c'est-à-dire les idées générales et les enseignements philosophiques ou politiques qui ressortent de son étude. C'est aussi ce que faisait Michelet quand, après avoir, en 1842 et 1843, posé les principes de la philosophie de l'histoire et de la méthode historique, il prenait comme programme de ses cours l'application de ces principes à l'histoire des ^{xvi}e, ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles² ».

1. Le texte de cette lettre est reproduit dans Gabriel Monod, « La chaire d'histoire au Collège de France », *Revue historique*, t. 90, 1906, p. 268.
2. Gabriel Monod, *art. cit.*, p. 241-242.

Au-delà du transfert de sacralité auquel Monod procède en évoquant le nom de celui qui fut sans doute son plus grand « maître » en histoire, Michelet, deux points me paraissent devoir être soulignés. D'une part, retraçant l'histoire de cette chaire depuis sa création – grâce à la fusion en 1778 de la chaire d'histoire, qui s'était substituée en 1769 à la chaire d'hébreu, et de celle de philosophie morale, qui existait depuis 1776 –, Monod établit une étonnante continuité entre les différentes périodes qu'elle connut, plus particulièrement entre le « moment Daunou » et « le moment Michelet », au cours de ces années considérées comme une période de très fort renouvellement dans les pratiques historiennes. L'autre point étonnant est l'omission complète des nombreuses critiques adressées à la chaire d'histoire et morale quelques années auparavant, dont les conséquences furent la disparition pure et simple de celle-ci en 1892, au profit d'une chaire de géographie historique attribuée à Auguste Longnon. Lors de son propre discours d'ouverture, Longnon avait soutenu que la fusion de 1778 n'avait été qu'un montage financier destiné à augmenter les revenus de l'abbé Pluquet, qui, déjà titulaire de la chaire de morale, succédait à l'abbé Garnier à la chaire d'histoire. Pour lui, « on proclama donc que la morale et l'histoire

ayant entre elles des rapports extrêmement intimes, on ne pouvait enseigner l'une sans être profondément versé dans la connaissance de l'autre [...]. Telle est l'origine d'un titre qui, malgré ce qu'il offrait de singulier, a cependant subsisté depuis plus d'un siècle ³ ». Une partie de la presse s'était largement fait l'écho de ce discours, tel *Le Figaro* du 25 avril 1892 qui, dans un article sur « la chaire d'histoire et de morale au Collège de France », notait que l'on n'attendait plus que la mort de son ultime titulaire, Alfred Maury, pour la supprimer. L'auteur de l'article concluait : « Nos maîtres, qu'un tel accouplement de l'histoire et de la morale ne laissait pas que de faire sourire, ont rompu cette bâtarde alliance ⁴. »

Ni Monod ni Longnon n'ont probablement raison. Mais leurs discours, opposés en apparence, reflètent assez bien ce que les études historiques sont devenues au cours du XIX^e siècle et ce qu'elles ont commencé à effacer derrière elles de leur propre passé, du moins aux yeux de leurs principaux représentants. On peut même avancer l'hypothèse qu'il aura fallu des transformations aussi importantes depuis leur époque jusqu'aujourd'hui pour que nous soyons à notre tour en mesure, si tant est que nous le sommes, de repérer tout ce qu'eux-mêmes semblent jeter aux oubliettes.

3. Le discours d'inauguration de la chaire de géographie historique prononcé par Auguste Longnon a été publié dans la *Revue internationale de l'enseignement*, 1893, p. 1-20 (ici p. 5).

4. Une copie de l'article du *Figaro* se trouve aux Archives nationales, parmi d'autres documents remarquables sur l'histoire de la chaire et sa transformation en 1892, dans le dossier F¹⁷ 1356.

Des deux professeurs, Monod est sans doute celui qui explicite le mieux le tort que le XIX^e siècle a fait à l'histoire. Mais il est aussi celui qui sait accorder au moins une petite part à ce qui a précédé – mais justement au titre de ce qui *a précédé* – et, plus qu'il n'y paraît peut-être, a persisté jusqu'à nous. Pour Monod en effet, ce que la morale doit à l'histoire, donc aussi au XIX^e siècle, c'est ce que l'on pourrait désigner plus simplement par *l'histoire de la morale* ou, si l'on permet d'être un peu plus long, l'incidence de l'évolution des sociétés sur la morale et la façon dont celle-ci agit sur celles-là, dans une sorte de boucle de causes à effets dont la forme historiographique élémentaire consiste à juxtaposer le progrès de la morale, le progrès de la société et le progrès de l'État-nation sur le fil complet du temps universel, *des origines à nos jours* selon l'expression canonique. Depuis toujours, à ses yeux, la chaire d'histoire et morale s'inscrit dans cette perspective ; on la doit à la « philosophie du XVIII^e siècle, pour qui la question du *Progrès* était le centre même de l'histoire ⁵ ». Contemporains d'un Turgot, d'un Voltaire, l'abbé Garnier et ses successeurs ne pouvaient penser leur travail d'historiens qu'à l'ombre de ces esquisses d'une « évolution philosophique de l'humanité ⁶ », à laquelle ils surent ajouter un ancrage dans l'histoire nationale de la France. À

ce titre, « l'histoire n'est certes pas une école de morale, mais elle est le grand laboratoire des idées morales ⁷ ». La morale elle-même s'est d'ailleurs métamorphosée depuis, obligeant les philosophes à sortir de leur champ disciplinaire traditionnel : « dans l'ébranlement des vieilles bases métaphysiques qu'on donnait naguère à la morale », ils doivent dorénavant se tourner vers la « science des mœurs et travailler à la constitution d'une science nouvelle, la *Sociologie* ⁸ ».

À l'inverse, mais au fond pour les mêmes raisons profondes, Longnon fait valoir le strict point de vue de l'érudition et de la critique historique : de la morale, il n'est plus question. De l'histoire presque plus non plus, d'ailleurs, puisque l'intitulé « histoire générale » paraît lui-même trop ambitieux. Le souvenir de Michelet joue ici contre le projet : « Moins désireux d'instruire la jeunesse que de l'enthousiasmer, il n'enseigna guère que la philosophie de l'histoire, où les idées générales prennent la place des faits ⁹. » Maury est présenté comme l'antithèse, même si lui aussi s'était intéressé à « l'histoire générale, en même temps qu'à l'histoire du développement moral et intellectuel de l'humanité ¹⁰ ».

Il va de soi qu'un tel programme, en 1892, semblait prématuré aux yeux de Longnon comme

5. Gabriel Monod, *art. cit.*, p. 253.

6. *Ibid.*

7. *Ibid.*, p. 254.

8. *Ibid.*

9. Auguste Longnon, *art. cit.*, p. 8.

10. *Ibid.*, p. 18.

de bon nombre des défenseurs de la « méthode historique ». Treize ans plus tard, après de nombreux débats avec les jeunes sociologues durkheimiens, Gabriel Monod, le fondateur de la *Revue historique*, qui avait lui aussi cherché à asseoir la science historique sur des bases plus sûres, juge qu'il est grand temps de renouer avec l'ambition de la *synthèse*. Mais, pour l'un comme pour l'autre – et c'est ce qui nous importe –, la chaire d'histoire et de morale a laissé derrière elle une pratique définitivement périmée, celle que concevait le vieux Rollin au début du XVIII^e siècle, pour qui, selon Monod, « l'histoire n'était vraiment que la morale en action ¹¹ ». Reprenant la formule du *De oratore* de Cicéron ¹², Rollin voyait en effet en elle « la maîtresse de la vie, l'école commune du genre humain ¹³ », celle qui « décrie les vices, démasque les fausses vertus, détrompe des erreurs et des préjugés populaires, dissipe le prestige enchanteur des richesses et démontre par mille exemples qu'il n'y a de grand et de louable que l'honneur et la probité ¹⁴ ». Mais depuis 1778, on n'était plus si « naïf ».

« Progrès », « développement », « évolution », histoire « générale » ou « universelle », à quoi s'oppose la vieille *historia magistra vitae*, « recueil d'actions morales et politiques », « un composé de

critique, de politique, de morale et de rhétorique » selon les termes de l'abbé Garnier cité par Monod ¹⁵. Une telle opposition fait écho aux travaux de l'historien et philosophe Reinhart Koselleck, qui, dans des études aujourd'hui classiques, a montré quelles transformations l'histoire avait connues, en particulier dans le monde allemand, entre 1750 et 1850. Flux total et englobant des événements du monde, *processus* autonome, « connaissance d'elle-même », l'histoire des temps modernes – dont le marqueur sémantique en langue allemande est l'apparition du singulier-collectif *Geschichte*, en lieu et place de l'*Historia* traditionnelle – déplace le champ des pratiques. Elle prend appui sur une *temporalisation* inédite de l'expérience des hommes, qu'elle contribue en retour à formaliser. Le terme d'*historicisation* serait convenable pour décrire ce processus global, à condition de souligner le risque de réitérer dans le signifiant *histoire* la réification de ce qu'il s'agit justement d'analyser de façon spécifique. En inscrivant les événements et les faits dans le cours global du monde, l'histoire moderne rompt avec une temporalité qui rendait pensables la répétition, le retour, la continuité de l'expérience. Koselleck voit dans la dissolution, à partir du XVIII^e siècle, du *topos* cicéronien de l'*historia magistra vitae* la trace de ce renversement temporel et, à un niveau philosophique, l'effondrement

11. Gabriel Monod, *art. cit.*, p. 252.

12. « *Historia testis temporum, lux veritatis, vita memoriae, magistra vitae, nuncia vetustatis* », Cicéron, *De Oratore*, II, 9, 36.

13. Gabriel Monod, *ibid.*

14. *Ibid.*

15. *Ibid.*, p. 251.

d'une conception éternelle ou fixiste de la nature de l'homme et des sociétés.

Jusqu'au XVIII^e siècle, l'emploi de notre expression (*Historia magistra vitae*) est un indice infaillible de la permanence de la nature humaine dont les histoires se prêtent parfaitement à servir de preuves toujours réutilisables d'enseignement moraux, théologiques, juridiques ou politiques.¹⁶

Certes, il n'a pas fallu attendre le XIX^e siècle pour que la part *historique* de l'homme soit faite, par-delà sa nature fixe et universelle. Mais l'accélération de la temporalisation est un trait remarquable de la réflexion à partir des Lumières; elle conduit à une tension, qui va jusqu'à la rupture, entre le « champ d'expérience » et « l'horizon d'attente », dont le relativisme historique, forme radicale de l'historisme, est l'un des aboutissements. On ne résumera pas ici les multiples facettes à travers lesquelles Koselleck appréhende ces transformations, selon le double point de vue d'une histoire des concepts et d'une histoire des pratiques au sens large.

Il est assez probable que l'évolution dont Koselleck décrit les signes dans le monde allemand se produit aussi, dans ses grandes lignes, en France. On peut cependant faire l'hypothèse que les formes mêmes de ce changement d'expérience ainsi que ses conséquences sur la signification du nom *histoire*, en tant que notion générale mais aussi en

tant que matrice d'une discipline et d'un savoir spécifique, ne furent pas tout à fait identiques. Difficile en effet de trouver l'équivalent de la réflexion théorique allemande sur la notion d'histoire dans la France du XIX^e siècle, pour des raisons évidentes au premier abord et qu'on ne développera pas ici : mentionnons rapidement la plus grande politisation des débats, le manque d'une assise institutionnelle équivalente à celle qu'offraient les universités allemandes, la consolidation d'un système d'éducation primaire et secondaire centralisé dans un contexte de lutte et d'influence réciproque entre l'État et l'Église catholique, enfin les enjeux qui surgissent du transfert culturel des savoirs historiens et philosophiques du monde allemand vers la France. Tout semble indiquer que les transformations furent à la fois plus brutales et moins accomplies. À ce titre, le discours de Monod est un excellent reflet en ce qu'il lisse complètement le passé de la discipline. C'est particulièrement le cas pour la figure de Daunou, qu'il range sans difficulté du côté des « modernes » et sur laquelle nous aimerions revenir : plus complexe qu'elle n'y paraît, pas tout à fait conforme à ce que Monod semble en dire, et peut-être plus à même de nous aider à identifier nos propres difficultés avec le couple « histoire et morale ».

16. Voir les articles « *Historia magistra vitae*. De la dissolution du *topos* dans l'histoire moderne en mouvement » et « Champ d'expérience et horizon d'attente : deux catégories historiques », dans Reinhart Koselleck, *Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Éd. de l'EHESS, 1990, p. 37-62 (ici p. 38) et p. 307-330, ainsi que « Le concept d'histoire », dans *L'Expérience de l'histoire*, Gallimard/Le Seuil (Hautes Études), 1997, p. 15-99.

Daunou a-t-il ignoré la « science des mœurs » ? S'est-il tenu à l'écart de cette pensée du mouvement et du progrès ? C'est peu probable pour cet ancien prêtre de l'Oratoire qui, né en 1761, connut une première carrière d'enseignant dans les collèges de sa congrégation avant d'être emporté dans la tourmente révolutionnaire. Élu à la Convention, proche de Sieyès et des girondins, emprisonné dans les geôles de la Terreur dont il est sauvé *in extremis*, il est le premier éditeur de l'*Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* de Condorcet, dont il fait acheter cinq mille exemplaires par la Convention. Éloigné de la vie politique à partir de 1803 en raison de son opposition à Napoléon – alors qu'il avait participé au coup d'État du 18 brumaire en rédigeant en partie la constitution de l'an VIII –, il reste proche des idéologues, en particulier de Tracy et de ceux qui fréquentent le salon de M^{me} Helvétius à Auteuil, ultimes représentants d'une certaine philosophie des Lumières au commencement du nouveau siècle. Napoléon, dont il ne perd pas complètement la faveur, le charge de la garde des archives impériales, fonction qu'il conserve jusqu'à sa destitution sous la seconde Restauration par le ministre « ultra » Vaublanc.

Lorsque, en 1819, il commence son cours au Collège, avec le soutien des enseignants et du pouvoir, il renoue au même moment avec une activité politique plus intense puisqu'il est élu à la Chambre des députés. C'est donc le représentant d'un siècle et d'un projet révolutionnaire

« éclairés » que la jeunesse libérale vient applaudir au Collège de France. C'est aussi le savant érudit, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, directeur du *Journal des savants* remis en selle en 1816, en partie pour lui, par le ministre de la justice Barbé-Marbois. En tant qu'historien, il est, sous l'Empire, l'éditeur de l'*Histoire de l'anarchie de Pologne* de Rulhières ainsi que d'un *Essai sur la puissance temporelle des papes* pour lequel il a su mettre à profit son expérience d'archiviste, après le rapt des archives pontificales. Bref, assurément « moderne » en tant que philosophe, assurément proche du savoir historique en tant qu'érudit reconnu.

Pourtant, quand une dizaine d'années plus tard, après la révolution de Juillet, il quitte volontairement sa chaire pour retrouver sa place aux Archives – il la conservera jusqu'à sa mort en 1841 –, c'est probablement sur un triple constat d'échec. Échec personnel de n'avoir pas su mener à bien le projet de publication de ses leçons (le *Cours d'études historiques* ne sera édité qu'après sa mort, par certains de ses amis et collègues qui retravailleront en partie le manuscrit qu'il avait précieusement conservé). Échec intellectuel, surtout, de n'avoir pas su ou pas voulu considérer avec une quelconque bienveillance les productions nouvelles en matière d'histoire ou de philosophie qui avaient marqué la décennie 1820-1830, telles les œuvres de Barante, de Guizot, des frères Thierry, de Cousin et des jeunes Michelet et Quinet. Échec social, enfin, puisqu'il voit s'éloigner progressivement la

plus grande partie de cette jeunesse qui l'avait applaudi en 1819 et dont Sainte-Beuve fut le meilleur exemple. Lorsqu'il brosse son portrait à sa mort, en 1840, Sainte-Beuve note le décalage de Daunou avec ce dont il aurait pu être le contemporain :

À un certain moment, la génération qui surgissait vers 1822, surtout la jeune école historique, venait à M. Daunou comme à un maître et à un chef vénéré [...]. M. Daunou éluda plus qu'il n'eût fallu ces hommages sincères, s'entr'ouvrit à peine et bientôt se referma. Il découragea sans doute alors plus d'un admirateur distingué dont le contact l'eût heureusement excité et dont le mouvement l'eût rajeuni.¹⁷

De fait, ses prises de position théoriques vont faire de lui, selon le terme de Donald Kelley¹⁸, un « intellectuel fossile », qui laissera derrière lui un beau témoignage des acquis de la science historique en tant que critique des faits et érudition, mais dont, pour le reste, le projet restera en réalité sans postérité.

Reconstituer les rapports au temps que Daunou, de façon explicite ou indirecte, mobilise dans son cours n'est pas une tâche aisée. Outre le caractère parfois très général du propos et l'emphase rhétorique qui découle d'une parole magistrale, il faut distinguer dans son discours les schémas temporels « formels », qui ne s'ancrent pas dans un moment précis du cours historique

du monde, et les façons qu'il a d'articuler les « périodes » du passé, leur succession, la scansion globale qu'elles sont susceptibles de produire. Ce que l'ensemble dessine n'est pas très cohérent, preuve que ni sur le plan théorique ni sur le plan empirique sa vision n'est clairement stabilisée – mais pour qui le serait-elle ?

On peut même avancer l'hypothèse que, face aux propositions nouvelles en matière de philosophie de l'histoire et d'histoire narrative qui, sous l'impulsion de la découverte des sources érudites de l'histoire de France, des développements de la philosophie allemande et de leur reformulation par Victor Cousin, fourmillent entre 1820 et 1830, Daunou va se crisper sur des positions très rigides. En homme qui se veut le légataire de la philosophie du XVIII^e siècle auprès de la jeune génération, il ne renonce ni au *progrès* ni à la *civilisation*. La notion de progrès tend cependant à se limiter strictement à l'histoire « des sciences, des lettres et des arts », dont l'effectivité dans le monde moral et politique dans son ensemble n'est jamais certaine. L'histoire proprement politique des gouvernants et des gouvernements est même son adversaire principal en ce qu'elle a bien souvent tendance à « corrompre », « dépraver », bref, à *démoraliser*. Lorsqu'elle fait l'objet d'une thématisation spécifique, la *civilisation*, comme processus d'amélioration des mœurs, renvoie aux stades des structures de la

17. Sainte-Beuve, « Écrivains critiques et historiens littéraires de la France. XIII. – M. Daunou », *Revue des deux mondes*, t. 7, 1844, p. 383.

18. Donald R. Kelley, *Historians and the law in Postrevolutionary France*, Princeton University Press, 1984, p. 14.

production (chasseur, cueilleur, cultivateur, industriel) tels que la science économique naissante les a élaborés au siècle précédent, en France et en Grande-Bretagne.

Au-delà, Daunou propose à deux reprises dans son cours une schématisation plus générale du *mouvement* historique, du changement et de la rupture, mais, la seconde fois, l'encadre de sévères restrictions. En 1822, lorsqu'il prépare le deuxième tome de son *Cours d'études historiques* sur les usages de l'histoire, il note que chaque époque présente un conflit entre des puissances de conservation institutionnelles, intellectuelles ou morales, et des forces de renouvellement. Les premières sont la cause « de tout ce qui subsiste d'uniforme et de continu dans les sociétés ¹⁹ »; les secondes sont indépendantes et « consistent dans l'activité de quelques esprits qui s'élancent hors de la carrière commune, dans l'énergie de certains caractères qui résistent à l'influence des institutions ou qui subissent moins que les autres le joug des habitudes vulgaires, dans le développement des sciences et des arts, dans les progrès enfin qui appellent peu à peu chaque membre de la société à jouir plus librement de sa propre personne, de ses propriétés, de son industrie et de sa pensée ²⁰ ». D'un point de vue pragmatique, un tel savoir est utile pour les hommes d'État,

qui doivent savoir prévenir ces changements et éviter qu'ils ne fassent sombrer la société dans la violence. Du point de vue de l'édification morale, le récit historique doit savoir reproduire le spectacle de ces changements et même le présenter comme « inévitable », car il y a là « un moyen de maintenir ou d'accroître l'influence des lumières [...] ; elles obtiennent plus de pouvoir en paraissant en avoir davantage : *possunt quia posse videntur*. Parmi les puissances qui régissent le monde moral, il en est plusieurs dont la force consiste ainsi dans l'idée même qu'on s'en est formée ²¹ ».

Or en 1828, quelques années plus tard, le ton n'est plus le même, comme le montrent les leçons que Daunou prononce à cette date ainsi que de nombreux brouillons qu'il retravailla à plusieurs reprises mais qui ne furent pas retenus par les éditeurs du *Cours* lors de la mise au point du manuscrit final ²². Confronté aux philosophies de l'histoire de Vico traduit par Michelet et de Herder traduit par Quinet, confronté aussi à celle de Kant telle qu'elle a été reformulée par Cousin, Daunou réagit fortement. Vouloir reconstituer une histoire universelle *a priori* qui rendrait compte des progrès irréversibles, homogènes et globaux de l'humanité relève d'une vue de l'esprit qui fait absolument fi des faits eux-mêmes. Il y voit

19. Pierre-Claude-François Daunou, *Cours d'études historiques*, Firmin Didot, t. II, « Usages de l'histoire », 1842, p. 34-35.

20. *Ibid.*, p. 35

21. *Ibid.*, p. 60-61.

22. Ces leçons forment le dernier tome (XX) du *Cours d'études historiques*, intitulé « Recherches sur les systèmes philosophiques applicables à l'histoire » et publié en 1849. Les brouillons se trouvent dans les archives de Daunou à la Bibliothèque nationale.

l'expression d'un dogmatisme d'un nouveau style. L'histoire universelle n'est rien d'autre à ses yeux qu'une suite de désastres dus au « zèle aveugle des novateurs », à « l'ambition des conquérants » ou aux « manœuvres des factions »²³. En commentant l'*Idée d'une histoire universelle du point de vue cosmopolitique* de Kant, qu'il a lu dans sa première traduction française en 1798, il signale l'absurdité qu'il y aurait à vouloir reconstituer un récit sur la base d'un développement continu des facultés humaines :

Ce système suppose dans la société des progrès continus, nécessaires et qui ne peuvent jamais s'interrompre ; par malheur cette hypothèse ne semble pas très facile à concilier avec l'histoire positive.²⁴

Reste alors ce qu'il posait dans le deuxième tome du *Cours* comme une simple interrogation, que les Anciens avaient d'ailleurs parfaitement su formuler :

Le genre humain va-t-il se dégradant de plus en plus, comme le prétendait Horace ? et devons-nous reconnaître que les contemporains de ce poète, moins corrompus que ceux de Juvénal, l'étaient plus que ceux de Cicéron [...] ? Ou bien faut-il soutenir avec Sénèque, que la somme des désordres reste constamment la même, et qu'il n'y a de variations que dans les espèces de dérèglements ? Vaut-il mieux dire qu'il y a des époques plus honorables ou plus tolérables les unes que

les autres, mais que le genre humain, par les vicissitudes mêmes qui le détériorent et l'amendent successivement, se trouve ramené à une sorte d'état moyen, ou du moins assujéti à un cours réglé d'oscillations ? Ne serait-il pas au contraire permis de penser que, malgré les fréquentes interruptions de ses progrès, il est appelé à se perfectionner par degrés dans une suite indéfinie de siècles ? Nous n'avons en ce moment rien à répondre à ces questions : nous ne devons pas prévoir comment l'histoire les éclaircira.²⁵

S'oppose enfin à la perspective d'une histoire universelle progressive et linéaire la période du Moyen Âge, que Daunou ne peut insérer dans aucun dispositif ayant un rapport avec la *civilisation*. À ce point, son hostilité à l'égard du romantisme, qu'il perçoit comme une apologie de cette période, l'amène à critiquer le programme d'histoire de la littérature de Villemain, dont les cours prononcés à la Sorbonne à partir de 1828 rencontrent un succès comparable à celui des cours de Guizot et Cousin. La littérature, estime Daunou, n'est pas « l'expression de la société »²⁶, si l'on veut signifier ainsi la stricte corrélation entre l'état des mœurs d'une époque et ce qu'elle produit en matière de littérature. D'un point de vue historique, cette affirmation est contestable, car chaque société présente des formes de littérature trop hétérogènes pour qu'on y puisse voir l'expression d'un principe unique. Mais, en tant que précepte, Dau-

23. Pierre-Claude-François Daunou, *op. cit.*, t. XX, p. 18.

24. N. A. Fr., 21920, F°170.

25. Pierre-Claude-François Daunou, *op. cit.*, t. II, p. 46-47.

26. *Ibid.*, t. VII, « Art d'écrire l'histoire », 1844, p. 293. La formule est de Bonald. Elle est reprise ensuite par M^{me} de Staël et par la jeunesse romantique libérale.

nou la comprend comme une forme revendiquée de relativisme, une invitation à suivre « les modes et les caprices de chaque génération »²⁷. L'époque moderne n'est à ses yeux que la tentative, encore inaboutie, d'égaliser les anciens, et ses prises de position ne cessent de l'emporter vers une défense intégrale de ceux-ci contre les modernes; le romantisme ne fait que rejouer la scène archétypale de la « querelle » dans les mêmes termes qu'à la fin du xvii^e siècle. Alors qu'en 1819, en bon libéral, il oppose comme Constant la « liberté des modernes » à celle « des anciens », il se trouve peu à peu conduit à réhabiliter les anciens, romains plus que grecs, mais aussi, par extension, la nature en général et ses manifestations historiques :

Les sentiments que la nature inspire sont de tous les siècles; et ceux qui nous rendent humains et frères sont exprimés dans les plus anciens livres avec une éloquence qui en atteste la vivacité et la profondeur. Cent fois, au milieu des vastes théâtres d'Athènes et de Rome, les accents pathétiques de la douce et clémente humanité ont retenti dans les âmes, et provoqué des acclamations solennelles.²⁸

Face aux tentatives de Villemain, Cousin et Guizot pour inscrire les doctrines dans un schéma de succession qui permet à la fois une « histoire du progrès de l'esprit humain » et un ancrage historiciste de chacune dans un temps qui est celui de sa

vérité, de toute sa vérité, Daunou défend la possibilité pour une doctrine d'être vraie *quel que soit le temps de son énonciation*. Ni la jeunesse ni la vieillesse ne sont des signes qui *caractérisent* la vérité; la temporalité d'une doctrine n'est rien d'autre que le moment de son apparition et de sa disparition.

Bien loin de méconnaître le droit d'examiner les anciennes doctrines et les nouvelles, je le réclame dans toute son étendue pour ou contre les unes et les autres. Ni la vétusté ni la nouveauté ne sont, à mes yeux, des titres de réprobation, non plus que de préférence.²⁹

À quoi il peut ajouter à l'adresse de ceux qui le rangent du côté des vieillards dépassés que la jeunesse n'est pas moins un âge d'illusion que la vieillesse.

On ne sera donc pas surpris de voir Daunou reprendre la maxime de Cicéron sur l'*historia magistra vitae* et en faire même une référence centrale du *Cours*. Le refus de temporaliser l'expérience va de pair avec le maintien d'un rapport *classique* entre histoire et morale, deux disciplines distinctes dont il faut respecter l'autonomie tout en soulignant les points grâce auxquels elles s'enrichissent l'une l'autre³⁰.

La science morale se sépare en deux branches : l'une, expérimentale, qui observe, l'autre, pratique,

27. *Ibid.*, p. 294.

28. *Ibid.*, t. II, p. 93.

29. *Ibid.*, t. XX, p. 14.

30. Ces rapports classiques sont très bien présentés dans l'article de George H. Nadel, « Philosophy of History before Historicism », *History and Theory*, n° 3, 1964, p. 291-315.

qui fournit des maximes et des préceptes ; la seconde est elle-même susceptible de se déployer dans deux directions que l'on pourrait qualifier respectivement de *pragmatique* et de *naturelle*. L'histoire, de son côté, agit sur la morale aux deux extrémités d'une chaîne de production du savoir qui paraît cohérente. Sur un plan pragmatique, elle permet d'élargir le spectre des observations et contribue à notre compréhension des objets de la science morale et politique ainsi qu'à l'approfondissement des causes qui agissent sur le monde individuel et social, autant d'éléments qui permettent de renforcer la prudence des hommes à partir du principe selon lequel « les mêmes causes produiront les mêmes effets ». Dans ses rapports avec la morale naturelle, l'histoire, conçue comme *récit d'histoire*, permet d'éveiller chez ses lecteurs un sentiment moral, énergique, « chaleureux », qui actualise à chaque instant les penchants naturels bienveillants et l'activité ³¹.

Au fil du temps, Daunou va privilégier le second aspect, celui du récit exemplaire, la morale naturelle plus que la question pragmatique, par une sorte de fuite en avant dans une morale de plus en plus générale, au nom de la vertu, de la

grandeur. Faut-il voir dans cette spirale *moralisante* qui éloigne Daunou de la prise en compte des facteurs plus larges de l'action – facteurs politiques, intellectuels, sociaux au sens large – la contrepartie de son renoncement à édifier le versant politique de la science des mœurs par la réflexion sur les formes de gouvernement, la séparation du pouvoir, l'impact d'une législation, etc.? Du même coup, les perspectives du *Cours* se déploient sur deux axes qui semblent diverger de plus en plus fortement. Le premier consiste dans une théorie du récit qui apparaît comme la dernière des *artes historicae* classiques mais qui pose encore très lucidement certains problèmes ³², en marge des faits, tel celui de la place du « jugement » de l'historien – et non du tribunal de l'histoire. Puisqu'il se rattache aux arts d'application, à l'enseignement de la morale sous une forme sensible et non sous une forme analytique et déductive, le récit sort l'histoire du giron strict de la science et la rattache aux belles-lettres. Le second axe est celui d'une science de la critique des faits, en particulier de l'histoire romaine, laquelle occupe le bon dernier tiers du *Cours d'études historiques*. Mais cette critique, paradoxalement, aboutit à une

31. En ce sens, « l'histoire elle-même devient une de ces institutions vicieuses qui nous égarent et nous dépravent, quand elle ne nous montre pas les véritables sources de nos erreurs et de nos vices » (t. II, p. 28-29).

32. On notera en particulier l'intérêt du débat autour de la maxime de Quintilien, « *scribitur ad narrandum non ad probandum* » [on écrit pour raconter, non pour prouver], qui se présente comme un véritable dialogue de sourds avec Prosper de Barante, l'auteur d'une *Histoire des ducs de Bourgogne* dans laquelle le désengagement absolu de l'historien – au profit des sources, en l'occurrence du Moyen Âge – est revendiqué avec force. Daunou n'envisage pas qu'une telle position soit conforme au point de vue moderne, dès lors qu'il ne s'agit que de « peindre » le Moyen Âge dans un projet d'histoire de la civilisation. Il faut dire que Barante lui-même n'était pas très clair.

histoire de l'Antiquité qui prend la forme d'une longue *chronique* établie à partir des historiens anciens. Certes, Daunou la complète de son savoir moderne, mais il reprend pour l'essentiel les catégories élaborées par Tite-Live, Denys ou Polybe et les faits qu'ils relatent.

Devant la tension *historiste* entre morale et temporalité humaine, qu'elle soit consciente ou simplement vécue dans l'éparpillement des propos et des domaines où elle s'exprime dans les années 1820, Daunou sur-réagit par une consolidation du modèle classique et son ancrage dans une nature fixe et éternelle, alors qu'au même moment le support empirique auquel il tient le plus, l'histoire ancienne de Rome, n'est absolument plus en mesure d'être légitimement mobilisé pour jouer ce rôle. L'histoire nationale ne retient guère son attention, au-delà des discussions d'érudition. À la différence de la jeunesse libérale, pour laquelle la révolution de 1830 marquera la fin de l'histoire de la France, le vieux conventionnel focalise encore son attention sur *les* révolutions, celle de Rome, de la Grèce, de la Pologne et de tous les régimes politiques connus, sûrement pas sur *la* Révolution, censée marquer à la fois l'aboutissement et la rupture de l'histoire. On y verra l'expression d'une insatisfaction que la monarchie, même constitutionnelle, n'a su éteindre et d'une attente politique qui reste – ou redevient – républicaine. Les brouillons qu'il laisse d'une *Histoire de la Convention* en sont la preuve : Daunou utilise les schémas classiques d'une historiographie des

révolutions et fixe l'essentiel de son attention sur la moralité de leurs acteurs – immoraux pour la plupart. En d'autres termes, Daunou nage à contre-courant.

Par-delà le retour critique sur ce moment de la chaire d'histoire et morale, en partie oublié par Monod, de quoi Daunou est-il finalement l'exemple ? Pourquoi insister sur cette figure qui a refusé d'entrer dans ce temps irréversible et homogène caractéristique de la modernité, sans rien sacrifier à l'historisme naissant, afin de sauver avec emphase les anciens, la morale éternelle et les droits naturels qui en découlent ?

Loin de moi l'idée d'en faire un modèle. Je veux croire cependant que, par bien des manières, il est notre contemporain. Non que je le revendique ni que je le déplore, mais, avec d'autres, je constate que nous ne sommes plus de plain-pied avec ce concept moderne d'histoire contre lequel Daunou a en vain résisté. Par un mouvement de balancier, le temps « moderne » a laissé place à autre chose, quelque chose de neuf peut-être, de déjà-là sans doute. Daunou apparaît alors comme une sorte de symétrique inversé, lui au seuil du temps moderne, nous en train de le quitter, comme si nous avançons vers ce qui fut notre passé. Comme lui, nous ne savons plus très bien comment temporaliser l'expérience ni jusqu'à quel point. Crise de la « conscience historique » ?

Que l'injonction morale – ou éthique – et sa dimension « atemporelle » nous entourent

aujourd'hui, c'est sans doute ce que marque la substitution de la « mémoire » à l'histoire dans les débats de ces vingt dernières années; et si nous ne reprenons pas à notre compte la formule de Cicéron, c'est probablement qu'entre-temps nous avons perdu notre latin. Reste à savoir si

l'histoire n'est pas redevenue ce que décrivait l'abbé Garnier à la fin du XVIII^e siècle: « un composé de critique, de politique, de morale et de rhétorique ». Certains historiens d'après la modernité le proclament, et la position mérite qu'on y réfléchisse.